



Accès universel aux traitements contre l'hépatite C : l'État peut agir au lieu de subir

La lutte contre l'hépatite C (VHC) connaît une véritable révolution avec l'arrivée de traitements permettant des taux de guérison spectaculaires. Ces médicaments pourraient permettre non seulement d'éliminer le virus chez toutes les personnes concernées mais aussi de vaincre l'épidémie de VHC dans les prochaines années. Un seul obstacle : le rationnement imposé par le gouvernement.

Compte tenu des tarifs pratiqués par les laboratoires, le gouvernement a choisi de « rationner » l'accès aux soins, en limitant les prescriptions aux personnes ayant une fibrose du foie avancée. « **Cette restriction d'accès aux soins est en opposition totale quant à nos valeurs d'accès à la santé** » affirme le Docteur Jerry Werenne, du Réseau Hépatite-C de Bruxelles. « Elle est en plus en totale contradiction avec les efforts déployés avec le soutien du gouvernement pour lutter contre l'épidémie d'hépatite C. »

Par exemple : le renforcement des dispositifs de réduction des risques ou le dépistage – qui devrait devenir structurellement ciblé pour plus d'efficacité.

L'hépatite C peut avoir des conséquences lourdes sur les personnes, quel que soit le stade de gravité de la maladie. Le refus de l'accès aux soins a des conséquences graves sur les malades : dégradation de leur qualité de vie, fatigue chronique, fragilisation professionnelle, désocialisation, impact psychologique, etc.

Un traitement de 12 semaines contre l'hépatite C peut être accessible pour 550€. En Belgique, les médicaments non-généralistes, remboursés par l'assurance maladie, coûtent 48 000 €, soit **plus de 80 fois plus**.

« Aujourd'hui, **le rationnement provoque le risque de voir les malades avoir recours à des traitements génériques obtenus sur des marchés parallèles** » ajoute le Docteur Xavier De Béthune, directeur médical chez Médecins du Monde Belgique, mettant en avant [une étude de l'EASL](#) (European Association for the Study of the Liver). L'importation des médicaments à titre individuel pourrait poser des problèmes de contrefaçons potentielles et d'inégalité d'accès. « **Le gouvernement en est entièrement responsable : aucune réponse n'est apportée**

à ces malades injustement privés d'accès aux soins depuis des mois. »

L'État possède pourtant tous les outils légaux pour importer ou faire produire des traitements génériques en Belgique, ce qui permettrait un accès égal pour tous les malades et une sauvegarde de l'équilibre des comptes de l'assurance maladie. Le gouvernement ne peut pas préférer prolonger le rationnement, donc l'exclusion des soins, dans l'attente d'imprévisibles baisses de prix des molécules. Il ne peut invoquer des principes de priorisation ou des procédures administratives pour justifier l'injustifiable.

« Nous demandons que tous les publics touchés puissent équitablement avoir accès aux médicaments » explique Vinciane Saliez, présidente de I.Care. **« Une attention particulière doit être portée à ceux qui sont trop souvent délaissés comme les détenus et les personnes en séjour illégal. »**

Le 25 mai, journée nationale de la lutte contre les hépatites, nous n'accepterons aucun report de l'accès aux traitements *pour tous*.

Le 25 mai, le gouvernement doit prononcer la fin immédiate du rationnement et le début de la lutte pour vaincre l'épidémie d'hépatite C.

Médecins du Monde, Réseau Hépatite-C Bruxelles, I.Care

Contact presse

Jonathan Hardenne, attaché de presse Médecins du Monde

jonathan.hardenne@medecinsdumonde.be

+32 (0)2 225 43 44

+32 (0)497 20 38 03